

Conférences
des territoires



L'aménagement
numérique
du territoire
22 février 2012



Off

On

DÉVELOPPER LE TRÈS HAUT DÉBIT POUR LES HAUT-NORMANDS, LE **276** S'ENGAGE





« DÉVELOPPER LE TRÈS HAUT-DÉBIT POUR LES HAUT-NORMANDS » LE 276 S'ENGAGE

Les infrastructures numériques constituent un facteur essentiel de l'aménagement des territoires notamment en matière de développement économique et d'attractivité : à ce titre, il est nécessaire qu'elles soient déployées de manière homogène et cohérente, en prenant en compte les besoins à couvrir. La Région Haute-Normandie et les Départements de Seine Maritime et de l'Eure proposent donc de lancer un programme structurant sur les quinze prochaines années. L'objectif est d'amener à terme du Très Haut-Débit (THD) à l'ensemble des territoires, de manière la plus équitable possible, avec un accent porté sur le FTTH (Fiber To The Home), la fibre optique restant la technologie la plus pérenne sur le long terme.

L'ambition du 276 est par conséquent la mise en place d'une nouvelle architecture régionale avec un réseau en fibres optiques de bout en bout permettant à terme le remplacement des 750 000 prises téléphoniques de Haute-Normandie par des prises fibre optique. La réalisation de cet objectif passe par des paliers intermédiaires : l'objectif a minima est d'effectuer ce remplacement pour 70 % de la population d'ici 2025. Rappelons que, tels que prévus par les textes nationaux, les territoires les plus urbains seraient privilégiés en laissant aux opérateurs privés les zones les plus rentables !

Dans ce document fondateur, le 276 présente donc un programme de grande ampleur, décliné en trois axes, pour mener à bien le déploiement des technologies numériques de manière coordonnée et solidaire avec l'ensemble des échelons territoriaux.



Axe 1 : DESSINER LA NOUVELLE ARCHITECTURE RÉSEAUX DE LA HAUTE-NORMANDIE

- Prendre en compte la SCORAN et élaborer des schémas directeurs de l'aménagement numérique (SDAN) équilibrés permettant de répondre aux attentes d'aujourd'hui tout en préparant l'avenir ;
- Accompagner techniquement et financièrement les collectivités infrarégionales pour la réalisation des Schémas d'Ingénierie ;
- Elaborer un guide de recommandations techniques et juridiques ;
- Créer une Plateforme Régionale des Systèmes d'Information Géographique ;
- Mettre en place une équipe mutualisée 276 dédiée à l'aménagement numérique.



Axe 2 : DÉVELOPPER LES PROJETS DE RÉSEAUX D'INITIATIVE PUBLIQUE (RIP)

- Soutenir les projets de réseaux d'initiative publique ;
- Veiller à la cohérence de l'action privée dans les zones naturellement rentables ;
- Développer le « réflexe fibre » ;
- Maîtriser la « montée en débit » dans les cas jugés nécessaires.



Axe 3 : STRUCTURER LA PÉRENNITÉ DES INVESTISSEMENTS PUBLICS RÉALISÉS

- Développer les infrastructures numériques au service du développement économique et du bien public ;
- Organiser la gouvernance en tenant compte des spécificités des territoires haut-normands.



AXE 1 :

DESSINER LA NOUVELLE ARCHITECTURE RÉSEAUX DE LA HAUTE-NORMANDIE

Pour déployer une nouvelle génération de réseaux, il convient d'en connaître les contours exacts : la cohérence technique et juridique comme la bonne gestion des fonds publics nécessitent donc un travail préalable important.



ACTION N°1

PRENDRE EN COMPTE LA SCORAN ET ÉLABORER LES SDAN

Ainsi que le définit le cadre réglementaire, un préalable au plan 276 pour développer le THD en Haute-Normandie réside dans l'établissement de la SCORAN, la Stratégie de Cohérence Régionale sur l'Aménagement Numérique co-pilotée par la Région et l'Etat, et dans ceux des SDAN, les Schémas Directeurs d'Aménagement Numérique lancés par les Départements. Ces derniers ont pour but de dresser un état des lieux précis de la situation du haut et du très haut débit en Haute-Normandie, de décliner les orientations décidées au sein de la SCORAN et d'élaborer les scénarios de développement des territoires vers le Très Haut-Débit. Les SDAN conditionnent l'accès aux fonds nationaux dévolus dans le cadre du Programme National THD ; leur aboutissement rapide est donc prioritaire.



ACTION N°2

ACCOMPAGNER TECHNIQUEMENT ET FINANCIÈREMENT LES COLLECTIVITÉS INFRARÉGIONALES POUR LA RÉALISATION DES SCHÉMAS D'INGÉNIERIE

Une fois les SDAN réalisés, l'architecture globale pour le THD sera définie. Il est cependant nécessaire de demander aux territoires de projets de réaliser des schémas fins de déploiement afin de rechercher le tracé optimum des technologies Très Haut-Débit. Ceux-ci précisent l'emplacement des NRO (Nœuds de Raccordement Optique) et comprennent des relevés de terrain (étude de piquetage) évitant ainsi, lors de la mise en place des réseaux d'initiative publique, des surcoûts importants liés à une méconnaissance des territoires.

Souhaitant rendre obligatoire la réalisation préalable de ces Schémas d'Ingénierie, le 276 appuiera les porteurs de projets qui les formaliseront. Ceux-ci pourront être réalisés par des collectivités ou des syndicats gérant des réseaux (électricité, voirie, assainissement...).



ACTION N°3

ÉLABORER UN GUIDE DE RECOMMANDATIONS TECHNIQUES ET JURIDIQUES

De nombreuses collectivités haut-normandes, souhaitant agir dans le déploiement d'infrastructures très haut-débit, se sentent aujourd'hui démunies face aux nombreuses questions que pose un tel sujet. Des principes techniques doivent par conséquent être établis en amont des Schémas d'Ingénierie et en accord avec l'ensemble des partenaires régionaux œuvrant sur le sujet des infrastructures numériques. Pour assurer la cohérence des Schémas d'Ingénierie haut-normands, un cahier des charges type sera établi par la Région en lien avec les Départements.

Un guide régional compilera les recommandations techniques et juridiques retenues.



ACTION N°4

CRÉER UNE PLATEFORME RÉGIONALE DES SYSTÈMES D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE (SIG)

Pour être utiles, les Schémas d'Ingénierie doivent parallèlement être accompagnés d'un outil permettant de réceptionner, au sein d'une même base de données et selon un modèle régional unifié, les infrastructures mobilisables identifiées et géolocalisées sur le terrain. C'est le rôle de la Plateforme Régionale des SIG qui mutualisera les remontées de données géographiques des différents territoires.

La maîtrise d'ouvrage de la Plateforme Régionale des SIG sera déterminée dans le cadre des discussions actuelles entre l'Etat, la Région, les Départements et l'EPFN (Etablissement Public Foncier de Normandie).



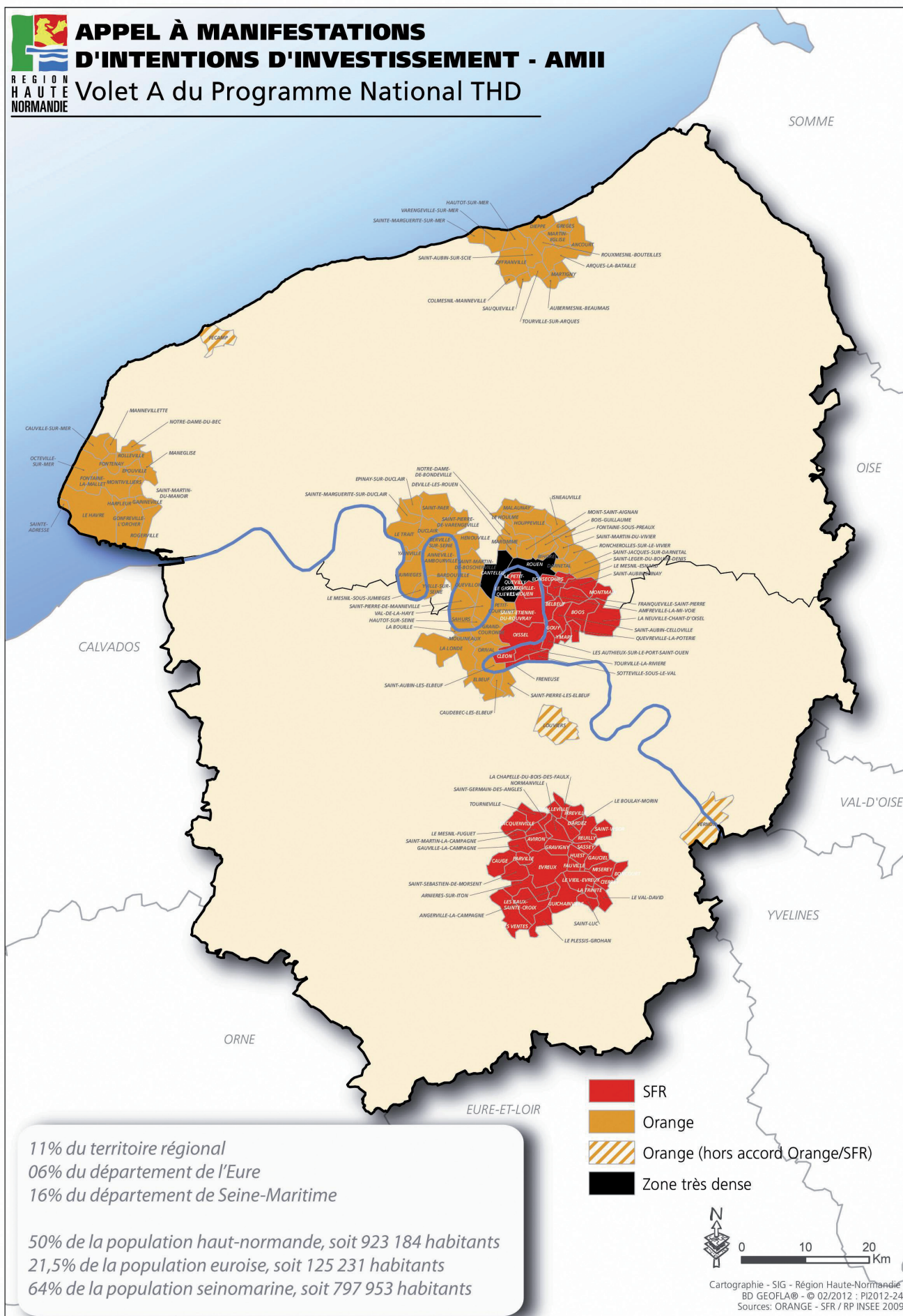
ACTION N°5

METTRE EN PLACE UNE ÉQUIPE MUTUALISÉE 276 DÉDIÉE À L'AMÉNAGEMENT NUMÉRIQUE

Pour mener à bien ces actions, la Région et les Départements mettront en place un pilotage commun avec la création d'une cellule mutualisée 276. Celle-ci aura pour mission de piloter les Schémas d'Ingénierie conformément aux recommandations établies et d'effectuer le lien avec l'émergence des réseaux d'initiative publique. Elle assurera la mise en cohérence des actions territoriales, l'animation du projet numérique régional ainsi que des fonctions de veille réglementaires et techniques, tant sur les infrastructures que sur les usages.



APPEL À MANIFESTATIONS D'INTENTIONS D'INVESTISSEMENT - AMII Volet A du Programme National THD





AXE 2 :

DÉVELOPPER LES PROJETS DE RÉSEAUX D'INITIATIVE PUBLIQUE (RIP)

Depuis 2003, lorsqu'une carence est constatée sur le territoire en matière d'aménagement numérique, les collectivités sont en droit d'intervenir pour instaurer une équité territoriale. C'est dans cet esprit qu'ont été imaginées les actions de ce deuxième axe. Celles-ci seront lancées une fois les actions du premier axe menées à terme.

La carte ci-dessus indique les territoires sur lesquels les opérateurs se sont positionnés dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intentions d'Investissement (Volet A du programme national Très Haut-Débit). Ces zones sont donc considérées comme naturellement rentables. On constate alors que 50% des foyers haut-normands pourraient avoir accès au THD en fibre optique d'ici une dizaine d'années (ce qui représente une carence de service pour 78,5% des foyers eurois et 36 % des foyers seinomarins) si les opérateurs tenaient leurs engagements.

Ainsi pour près de 450 000 habitants eurois et autant d'habitants seinomarins, il n'y aurait pas d'accès au Très Haut Débit sans intervention publique dans l'état actuel des dispositions légales.

ACTION N°1



SOUTENIR FINANCIÈREMENT ET TECHNIQUEMENT LES PROJETS DE RÉSEAUX D'INITIATIVE PUBLIQUE

Sans intervention publique, c'est donc la moitié des haut-normands qui pourrait être privée de l'accès au Très Haut-Débit. Il est donc primordial pour le 276 d'inciter les initiatives locales à se structurer autour du sujet de l'aménagement numérique.

La forme de l'intervention du 276 sera précisée au vu des propositions formulées dans les SDAN et de leur déclinaison dans les projets locaux.

ACTION N°2



VEILLER À LA COHÉRENCE DE L'ACTION PRIVÉE DANS LES ZONES NATURELLEMENT RENTABLES

Les travaux de la SCORAN ont montré qu'il était légitime pour les collectivités de s'interroger sur le rôle effectif des opérateurs dans les zones naturellement rentables. Les projections de certains opérateurs ne sont pas suffisamment précises quant au niveau de raccordement des habitations.

Le 276 définira avec les territoires les conditions d'un dialogue équilibré, permettant l'agrégation des données et le suivi des intentions formalisées par les opérateurs au sein de l'Appel à Manifestation d'Intentions d'Investissement du Programme National Très Haut-Débit.

ACTION N°3



DÉVELOPPER LE « RÉFLEXE FIBRE »

De nombreuses zones rurales ne peuvent attirer en l'état ni les opérations privées ni même les opérations publiques, les coûts de génie civil et/ou d'installations des technologies THD étant trop important au regard du nombre d'habitations : cette situation ne doit pour autant être vécue comme une fatalité.



Le « réflexe fibre » consiste à enfouir à chaque opération de génie civil (réfection de voirie, construction de lotissement, enfouissement de réseaux électriques...) des fourreaux et des chambres de tirage permettant d'accueillir plus tard la fibre optique. Ce réflexe doit être opéré sur l'ensemble du territoire et non uniquement dans les territoires ruraux.

Pour autant, le réflexe fibre ne pourra être initié sans consigne claire : le dimensionnement des fourreaux peut varier de manière importante selon les zones de collecte et de desserte. Par le biais des Schémas d'Ingénierie et de la plateforme régionale des SIG, le rôle de la Région et des Départements est par conséquent d'indiquer aux territoires les travaux à réaliser.

Une fois réalisés, les travaux de génie civil devront être reversés au sein de la plateforme régionale des SIG : les collectivités n'effectuant pas ce travail préalable ne pourront bénéficier d'un soutien au moment de la construction des réseaux d'initiative publique.



ACTION N°4

MAÎTRISER LA « MONTÉE EN DÉBIT » DANS LES CAS JUGÉS NÉCESSAIRES

Bien des territoires font face à une demande de plus en plus pressante des citoyens dans les zones n'ayant pas accès au « haut-débit », celui qui permet d'avoir une utilisation courante d'Internet. Des solutions techniques, regroupées sous la notion de « montée en débit », existent pour pallier ces carences mais tout euro investi dans ces solutions est un euro en moins pour le Très Haut-Débit. Il convient dès lors d'être prudent quant au recours à ces solutions.

Suite aux recommandations des SDAN à ce sujet, le 276 sera amené à préciser les modalités d'intervention.



AXE 3 :

STRUCTURER LA PÉRENNITÉ DES INVESTISSEMENTS PUBLICS RÉALISÉS

Par leur caractère permanent et transversal, les deux axes précédents se retrouvent naturellement au sein d'un troisième. Plus que des opérations déterminées dans le temps, les actions de ce troisième axe sont des principes que les collectivités du 276 se fixent pour suivre la problématique de l'aménagement numérique du territoire.

ACTION N°1



DÉVELOPPER LES INFRASTRUCTURES NUMÉRIQUES AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU BIEN PUBLIC

La réflexion préparatoire engagée au sein de la SCORAN permet de définir un certain nombre de cibles prioritaires dans le phasage des projets de réseaux d'initiatives publiques, parmi lesquelles :

- les zones d'activités ;
- les entités appartenant aux filières économiques majeures (filières chimie/biologie/santé, verre, agri/agronomie, maîtrise des risques, cosmétiques et parfums, automobile, aéro/espace, énergie) ;
- les établissements d'enseignement (collèges, lycées, CFA et enseignement supérieur/recherche) ;
- les centres hospitaliers ;
- les EPCI.

Dans chacun des déploiements de réseaux d'initiative publique dans les années à venir, la Région et les Départements veilleront à la prise en compte de ces cibles prioritaires et au fait que ne se crée pas également une fracture des usages TIC selon les territoires. Un regard sera en particulier porté sur l'accessibilité et la qualité des usages non-marchands (enseignement, recherche, santé et culture).



ACTION N°2

ORGANISER LA GOUVERNANCE

La Région et les Départements veilleront à la facilitation de travaux cohérents et souhaitent instaurer une gouvernance régionale et départementale adéquate.

L'instance de concertation et la nouvelle CCRANT (Commission Consultative Régionale pour l'Aménagement Numérique du Territoire), créée par la circulaire du 16 août 2011, réunissent institutions publiques haut-normandes et opérateurs : ces deux outils permettent un dialogue régional au niveau stratégique et politique mais ne conviennent en aucun cas à un travail plus quotidien et technique.

Dans un premier temps, l'équipe mutualisée 276 œuvrera en ce sens en lien avec l'instance de concertation et la CCRANT. Cependant, une gouvernance reste à être imaginée entre les partenaires publics au fur et à mesure des étapes franchies, permettant de mettre en adéquation l'évolution des réseaux avec celle des usages des territoires.



En conclusion, avec un programme global sur l'aménagement numérique et réparti en trois axes, la Région et les Départements affirment dès à présent leur statut de chef de file sur la question de l'aménagement numérique du territoire, en cohérence avec leur rôle majeur en matière d'aménagement du territoire et de développement économique.

Pour autant, la problématique de l'arrivée du Très Haut-Débit dans les territoires ne pourra être résolue sans un effort de l'ensemble des échelons territoriaux comme des services de l'Etat.

Compte-tenu de l'ambition de ce plan, la Région et les Départements souhaitent que tous les territoires s'associent à ces actions, en particulier en les déclinant dans la prochaine génération de contrats territoriaux.



